

## **Dossier Mladic-Karadzic: la communauté internationale "impatiente"**

BELGRADE - Le président du Tribunal pénal international (TPI) Theodor Meron a déclaré vendredi que la communauté internationale était "réellement impatiente" face à l'incapacité des autorités à Belgrade d'arrêter Ratko Mladic et Radovan Karadzic, recherchés par la justice internationale.

"La communauté internationale est réellement impatiente face aux interminables retards qu'accuse la Serbie par rapport à ses obligations internationales (...) particulièrement à propos du transfèrement de Ratko Mladic à La Haye", a déclaré M. Meron à la presse à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre serbe Vojislav Kostunica.

M. Meron a estimé que Belgrade ne soutenait pas "pleinement et visiblement" les efforts déployés en vue de capturer Radovan Karadzic et les autres fugitifs qui sont encore en cavale.

"Cela fait six mois qu'aucun inculpé n'a été transféré à La Haye", a indiqué M. Meron, saluant les "progrès considérables" accomplis par Belgrade dans sa coopération avec le TPI au cours de l'année dernière.

Les anciens chefs militaire et politique des Serbes de Bosnie, Ratko Mladic et Radovan Karadzic sont en fuite depuis leur inculpation de génocide, il y a dix ans, par le TPI pour leur rôle dans le massacre de quelque 8.000 musulmans à Srebrenica en 1995.

Le transfèrement à La Haye des deux fugitifs les plus recherchés par la justice internationale et des autres inculpés est nécessaire pour que "justice soit faite" et représente "une obligation morale de la Serbie" car ils s'agit de personnes inculpés de "crimes flagrants".

M. Meron a indiqué qu'il serait "tragique" de voire ce problème freiner les progrès enregistrés par Belgrade dans les négociations sur l'intégration de la Serbie-Monténégro aux institutions européennes.

La Serbie-Monténégro et l'Union européenne ont ouvert officiellement début octobre des négociations pour un accord de stabilisation et association, premier pas vers l'intégration de la Serbie-Monténégro à l'Europe.

L'Union européenne (UE) a toutefois averti que ces négociations pourraient être suspendues si Belgrade ne s'acquittait pas de ces obligations internationales.

La reddition depuis octobre dernier de 16 Serbes ou Serbes de Bosnie, a permis à Belgrade d'engager ces négociations, mais une intégration définitive ne pourra avoir lieu que si Mladic et Karadzic sont arrêtés.

M. Meron a ajouté que M. Kostunica lui avait fait part de la volonté "à 100% de la Serbie de s'acquitter de ses obligations juridiques".

Le président du TPI, qui arrive en fin de mandat, a averti néanmoins que "le rapport sur la coopération (de Belgrade avec le TPI) tiendra compte des actes et des résultats et non des paroles".

Belgrade est depuis longtemps soumis à de fortes pressions internationales pour arrêter les anciens chefs militaire et politique des Serbes bosniaques.

Le TPI soupçonne Mladic et vraisemblablement Karadzic de se cacher en Serbie. La procureur du TPI pour l'ex-Yougoslavie, Carla Del Ponte, a accentué, lors d'une visite à Belgrade fin septembre, la pression sur les autorités serbes en leur fixant jusqu'à décembre pour arrêter Mladic.

